



## Compte rendu Réunion d'échange et de proposition Puyricard (13) – vendredi 8 mars 2019

### ➤ Accueil par l'organisateur.

33 personnes présentes

Documents ressources à disposition des participants du débat

### ➤ Présentation du déroulement du débat

- **Les règles du débat** : Dans ce débat, toute personne peut s'exprimer librement sous réserve de respecter la charte nationale dont il est rappelé les principaux principes ( pluralisme, d'argumentation, de transparence et de laïcité.
- **La méthode de débat** :
  - En fonction du nombre de participant, ce débat est organisé en séance plénière, plutôt qu'un format du type « atelier participatif ».
  - A tour de rôle, les participants prendront la parole, tout en respectant un temps de parole limité, afin de présenter et ou proposer des actions ou solutions concrètes et réalisables pour résoudre les problèmes.
- **Modalités de restitution** : Les organisateur sollicitent les participants, pour prendre des notes du débat. Un compte-rendu sera rédigé par le CSC ML Davin à l'issue de la réunion.
- **Les thèmes du débat**  
Afin de pouvoir aborder les 4 thèmes généraux, la réunion sera divisée en 4 périodes de ¾ heures, afin de limiter le débat à 3 heures maximum.  
Mise au vote pour connaitre l'ordre des thématiques

### ➤ Présentation générale du CSC ML Davin :

Notre Centre Socio Culturel, structure de proximité au cœur de la vie quotidienne des habitants est une association loi 1901 Agréée "centre social" par la Caisse d'Allocation Familiales des Bouches-du-Rhône depuis 1976.

A ce titre le Centre Socio-Culturel est un acteur du développement social local sur le territoire de Puyricard qui favorise l'émergence de projets de développement social et d'économie solidaire menés par les habitants.

Dans notre dernier agrément validé en janvier 2019 par la CAF 13 pour une période de 4 années, nous avons déterminés 4 axes principaux qui guideront le développement de

nos actions, dans les années à venir, dont le « **renforcement de l'implication des habitants** », avec comme objectif de :

- Développer une culture du pouvoir d'agir et de participation,
- Favoriser l'engagement et la responsabilisation des habitants.
- Favoriser l'implication et la prise d'initiative de la population du territoire dans des projets collectifs

C'est cette orientation qui explique la volonté du Conseil d'Administration du CSC M-L Davin d'organiser une réunion locale du grand débat national

➤ **Le débat** : Début du débat à 20h30

## • **La fiscalité et les dépenses publiques**

### ❖ **Fiscalité**

- ✓ Un participant précise que la communication ministérielle relative à l'augmentation de la CSG est mensongère, car les chiffres communiqués minorent fortement cette augmentation
- ✓ Constat d'une injustice dans le paiement de la CSG qui s'applique à tous avec un taux unique.
- ✓ Avant de modifier le mode de recouvrement, il faut s'attaquer à une réforme de l'ensemble de la fiscalité, réforme que tous les gouvernements reportent  
A ce titre, proposition est faite de mettre un barème sur la CSG qui permettrait une progressivité selon les revenus
- ✓ Proposition que l'impôt soit payé par tous au prorata des ressources.  
Actuellement seul 44% des foyers payent des impôts sur le revenu.  
IL est important que la totalité des français participe au fonctionnement de l'état en payant des impôts  
Le fait de payer des impôts sur le revenu aurait un impact psychologique sur les citoyens (reconnaissance, solidarité)  
Toutefois, ce paiement généralisé pourrait être compensé par une baisse de la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité.
- ✓ Si volonté publique d'augmenter les impôts, il existe un risque d'accroître l'exode fiscal de certaines personnes ou sociétés face à des mesures qui peuvent être considérées comme « confiscatoires »
- ✓ Proposition d'établir un impôt universel : Afin de réduire l'exil fiscal constaté actuellement (individus, sociétés...) vers des pays avec une fiscalité plus avantageuse, il serait intéressant d'imposer tout individu ou société où qu'il réside dans le monde, déduction faite de l'impôt local déjà payé dans le pays de résidence.
- ✓ Perception de l'impôt : Avec la mise en place du prélèvement à la source, l'état pourrait revenir sur la mesure actuelle de non-perception de l'impôt pour les montants inférieurs à 61 €.
- ✓ Plusieurs personnes, retraitées considèrent qu'elles sont éventuellement prêtes à payer plus d'impôts sur le revenu, si cette augmentation se répercute directement sur une diminution des taxes sur les salaires des jeunes et salariés (leurs enfants et petits-enfants !!!), permettant ainsi d'augmenter le pouvoir d'achat d'une partie de la population.
- ✓ Lutter contre les fraudes sociales ainsi que les perceptions d'aides de l'état.

(cartes sécurité sociale frauduleuses, retraite, allocations familiales, fraudes fiscales ...

- ✓ Augmenter les impôts sur la transmission des grosses fortunes.
- ✓ Réduire ou supprimer les taxes qui ne rapportent plus assez à l'état.
- ✓ Suppression de la fiscalité différentielle en fonction des catégories de citoyens : CSG retraités, taxe d'habitation, etc, etc...

#### ❖ **Dépenses de l'état**

- ✓ Nécessité d'améliorer les services de l'état (santé, éducation, sécurité...) sans augmenter régulièrement les dépenses
- ✓ L'état doit être exemplaire et réduire son train de vie afin d'être compétitif
- ✓ Comment l'état peut-il être plus compétitif dans ses missions
- ✓ L'appartenance de la France à l'union européenne entraîne des frais de gestion et des obligations administratives qui grèvent le budget de l'état.  
Proposition est faite de mettre en place un référendum pour envisager la sortie de l'UE.
- ✓ Le niveau des prélèvements sociaux en France est parmi les plus élevés au monde. Si l'on souhaite rester compétitif notre pays et attirer les sociétés, talents ou autres individus il est nécessaire de réduire la fiscalité.
- ✓ Alignement de la fiscalité de tous les pays de l'UE afin de mettre de fin à la compétition entre les pays.  
Certains pays (Irlande, Luxembourg...) font un dumping fiscal pour attirer les sociétés.  
Constat de l'installation de certaines sociétés dans ces paradis fiscaux en raison de mesures fiscales élevées non attractives. Dans ces pays la baisse des prélèvements sociaux, qui favorise l'emploi est compensée par une taxation plus importante des hauts revenus.
- ✓ Cette révision de la fiscalité doit s'entendre en termes de justice sociale et d'efficacité de nos impôts.  
C'est un chantier très long et difficile que de nombreux gouvernements ont reporté.
- ✓ Il est possible d'intervenir sur les bases et tranches de calcul ainsi que sur les diverses taxes afin de les rendre plus justes.
- ✓ Constitutionnaliser une quasi-interdiction des déficits. Prévoir par exemple l'impossibilité d'avoir un déficit pendant plus de 3 ans (à définir), et imposer de récupérer celui-ci dans un délai déterminé.
- ✓ Imposer la diminution de la dette nationale petit à petit Celle-ci augmente, quasiment de façon indolore, favorisée par des taux d'emprunt très bas. La remontée de ceux-ci rendrait le service de la dette insupportable. De plus nous transmettons à nos enfants notre incurie.
- ✓ Revoir les avantages des élus : Il s'agit de revenir sur une pratique très « latine » et d'adopter les pratiques anglo-saxonnes afin de lutter contre les déficits. Dans les pays nordiques peu d'avantages en termes de logement, de transports, de prébendes post mandats, etc, etc...

#### ❖ **Protection sociale**

- ✓ Allocation familiale : Instaurer un nouveau mode de calcul des AF en les attribuant selon les revenus, et les limitant à un nombre maximum d'enfants.
- ✓ APL : Le mode d'attribution des APL pour les étudiants devrait se faire en prenant en compte les revenus des parents.
- ✓ Constat d'une inégalité des droits entre les citoyens : Manque d'informations

## • Transition Ecologique

### ❖ Pollution

- ✓ Inciter les gens à changer leurs habitudes.
- ✓ Pourquoi ne pas s'inspirer des vignettes « antipollution » de type « critair », pour d'autres produits polluants produisant des gaz à effets de serre
- ✓ Ne pas hésiter à faire appliquer la réglementation en sanctionnant les gros pollueurs (déchets et pollutions industriels...) et petits pollueurs (décharges sauvages, mégots, déjection canines...)
- ✓ Pb des véhicules diesel : Constat que le nombre de véhicules diesel reste très important, car même si le prix du carburant augmente, cela reste toujours plus attractif financièrement de rouler avec un véhicule de ce type (plus économe en termes de consommation, durée de vie plus importante en termes de km...)  
Nécessité de mener une réelle politique incitative auprès des individus et entreprises (flotte des véhicules d'entreprise).
- ✓ Imposer que les véhicules de service ou de société restent au « garage » après la journée de travail
- ✓ Réglementer le transport routier international pour les camions qui traversent la France sans consommer sur place, ni participer à l'effort national (création ou entretien du réseau routier)
  - Proposition de mettre en place une taxe sur les transporteurs routiers (camions)
  - Augmenter le coût du transport longue distance (routier, maritime, aérien) afin de favoriser la consommation locale
- ✓ A l'image de ce qui se pratique déjà sur les côtes de certains pays dans le monde, taxer ou interdire le fioul lourd utilisé par les cargos, et autres bateaux de croisière.
  - Lutte contre pollution de l'eau et de l'air.
  - Intervention positive pour la santé des habitants proche des ports

### ❖ Mobilité : Nécessité de s'inspirer des pays nordiques (Hollande, Belgique...) pour la mise en place de mesures favorisant des déplacements propres

- ✓ Développement de pistes cyclables sécurisées qui outre la baisse des émissions polluantes va avoir un impact sur le trafic routier, la consommation d'énergie et le tourisme.
- ✓ Favoriser les déplacements non polluants, en développant d'autres modes de transports (électrique, covoiturage...) et en adaptant les infrastructures routières.
- ✓ Les collectivités publiques devraient privilégier dans leurs appels d'offres ou financements publics les transports non polluants
- ✓ Cette problématique de mobilité n'est toutefois pas la même dans les grandes villes et dans les territoires ruraux où les habitants sont obligés d'utiliser leurs véhicules pour se déplacer.
- ✓ Ce travail sur ces déplacements propres ne doit pas faire oublier l'urgence et la nécessité absolue de prendre en compte le besoin de transports adaptés pour les personnes à mobilité réduite.

### ❖ **Tri sélectif**

- ✓ Importance d'éduquer les citoyens dès le plus jeune âge sur ces notions d'écocitoyenneté  
Cette éducation écocitoyenne doit faire partie du programme éducatif dans les écoles
- ✓ Besoin de civisme - Implication de tous par des petits gestes du quotidien.
- ✓ Avant d'agir sur le tri il serait préférable d'agir à la source de la pollution :
  - Inciter les industriels à réduire les emballages et à favoriser le packaging en carton, ou autres produits recyclables.
  - Favoriser la consommation en mode locavore, afin de diminuer la production de gaz à effet de serre lié au transport des marchandises.
  - Réglementer la pratique de l'obsolescence programmée (téléviseur, téléphone, appareil ménager...) afin de donner une durée de vie plus importante à ce matériel.
  - Favoriser l'usage de produits recyclables (verres, canettes alu...) en revenant à un système de consigne.

### ❖ **Energie**

- ✓ Bien que présentant des risques extrêmement graves si elle est mal maîtrisée et contrôlée (Tchernobyl, Fukushima...), l'énergie nucléaire présente moins de contraintes que l'usage des énergies fossiles qui produisent des émissions de carbone, et entraîne le réchauffement climatique  
Cette éducation écocitoyenne doit faire partie du programme éducatif dans les écoles
- ✓ Constat que dans les années futures, la capacité de production de pétrole va se réduire (ce qui n'est pas plus mal pour la pollution)  
Nécessité de penser à de nouveaux modes de production énergétique.  
Développer l'usage du vent, de l'eau, du soleil pour produire de l'énergie propre, et de l'eau chaude.  
Développement de l'énergie de fusion.
- ✓ Mettre en place une réelle politique d'état, ainsi que des grands projets d'état, pour développer ces énergies propres
  - Imposer que les nouvelles habitations soient équipées de panneaux et / ou chauffe-eaux solaires, dans certaines régions de France
  - Revenir sur la suppression de certaines aides publiques pour la production d'énergie propre. Attention à ne pas créer de nouvelles niches fiscales

### ❖ **Agriculture - Consommation**

- ✓ La politique d'aide publique de l'état et de l'Europe doit aller prioritairement à l'agriculture biologique sans pesticide, plutôt qu'à une agriculture traditionnelle grande consommatrice de produits chimiques et d'eau  
Toutefois, cette réflexion ne doit pas être limitée à notre seul pays, mais doit être la même sur un plan mondial.
- ✓ Privilégier la consommation locale, en développant la culture maraîchère autour des villes
- ✓ « Aider » les agriculteurs à replanter les haies autour des zones agricoles
- ✓ Favoriser la consommation de fruits et produits de saison en cycle court.
  - Meilleure rémunération des producteurs
  - Qualité des aliments
  - Moins de pollutions liées aux transports

- ✓ Afin de réduire le gâchis alimentaire mettre en place une réglementation unique étendant la période de péremption (dates différentes pour métropole et DOM TOM)
- ✓ Par son geste d'acheter ou pas certains produits, c'est le consommateur qui à le pouvoir de faire changer les choses par les industriels

## • Organisation de l'Etat et des services publics

### ❖ Service public

- ✓ Constat général d'un très bon service public, mais attention à ne pas le dégrader en réorganisant (éducation, santé...)  
Donner les moyens de conserver la même qualité partout  
Pas de service public à 2 vitesses (ville/rural)
- ✓ L'administration doit être au service de tous les citoyens, sans chercher à sanctionner et contraindre  
Rendre les administrations accessibles. Faciliter le service public auprès des usagers  
La fonction publique doit être au service des citoyens et non le contraire. Les personnels hospitaliers ainsi que l'Armée sont soumis à ces règles
  - En parallèle de la dématérialisation de beaucoup de services publics (impôts, caf. ...) continuer à accueillir les personnes souhaitant conserver le contact avec un agent.
  - Instaurer des horaires où les citoyens qui travaillent puissent accéder aux services publics : ouverture le samedi et/ou plus tardivement en fin de journée.
- ✓ Exemplarité de l'état : à titre d'exemple
  - Visites médicales des fonctionnaires obligatoires, avec une règle identique à celle imposée au secteur privé.
  - Mutuelle employeur obligatoire avec une règle identique à celle imposée au secteur privé.
  - L'état doit appliquer les mêmes règles que celles du secteur privé (années de référence pour le calcul de la retraite, taxation des primes...)

### ❖ Organisation de l'état

- ✓ Constat d'un mille-feuille administratif – Trop d'échelons administratifs
- ✓ Proposition de Supprimer les régions afin de diminuer le millefeuille administratif.  
Pourquoi la région ? Afin de favoriser la proximité électeur/élu.
- ✓ Depuis les lois de décentralisation, multiplication de ces strates administratives, (Département, intercom, Région...) qui augmentent le budget global des collectivités territoriales (plus d'agents, de locaux...) et la complexifié des démarches administratives pour les usagers  
Proposition de créer des guichets uniques où les administrés pourraient avoir des réponses à toutes les questions ou problématiques.
- ✓ Cette décentralisation présente un effet pervers d'hommes politique ou « roitelets » qui possèdent des pouvoirs énormes, et ainsi mènent une politique électoraliste sur le terrain.
- ✓ En finir avec l'inflation législative. Nous n'en pouvons plus des règles qui changent au fur et à mesure du bon vouloir quasi monarchique. Cela valant pour tous les domaines. Fiscal, social, sociétal.

## • La démocratie et la citoyenneté

### ❖ Mandats électifs et fonctions

- ✓ Réduire le nombre d'élus et de parlementaires.  
Cependant pas de volonté de supprimer le Sénat qui à un rôle important dans l'équilibre du pouvoir.
- ✓ Révision des modes d'éligibilité
  - Limiter le cumul des fonctions éligibles + commissions diverses.
  - Limiter le nombre de mandats dans une vie politique + limite d'âgeCette réduction du nombre d'élus et de parlementaires, compensée par un nombre plus important d'assistants, n'entraînera toutefois pas de réduction importante des coûts de fonctionnement de l'état
- ✓ Veiller à l'exemplarité des élus :
  - Aligner les règles des Elus avec celles des salariés
  - Limiter le cumul des rémunérations des diverses fonctions électives + commissions diverses. Etablir une règle fixant le bénévolat au-delà de l'appartenance à 2 ou 3 « commissions ».
  - Non cumul des indemnités de mandats électifs et les retraites.
  - Fin des avantages pour les anciens chefs d'état ( retraites, logement, gratuité des transports) et députés ( frais obsèques, transports...)
  - Respecter l'âge légal de départ en retraite.
  - Constat d'une sur-représentation de certains profils professionnels parmi les élus.  
Réfléchir aux causes de ce problème  
Revoir les conditions de disponibilités professionnelles, le temps du mandat, et de retour sur l'emploi précédent. (disponibilité plus facile dans la fonction publique / secteur privé)
- ✓ Imposer un quorum minimum d'élus (députés, sénateurs...) pour le vote des lois, ainsi qu'une présence minimale dans ces diverses assemblées.
- ✓ Mettre en place la notion de « crime de haute trahison » pour sanctionner les élus qui ne respectent pas la loi ou les décisions des référendums
- ✓ Imposer aux élus de rendre des comptes aux citoyens en faisant un bilan par rapport à leurs engagements
- ✓ Instaurer un « registre » de suivi des lobbyings à la tête de l'état (reprise de la proposition de Ruffin).

### ❖ Elections

- ✓ Mettre en place d'un référendum pour reconnaître le vote blanc
- ✓ Reconnaître le vote blanc dans le calcul du quorum pour valider une élection
- ✓ Scrutin proportionnel
  - Afin de favoriser une ouverture démocratique sur l'ensemble des courants politique, Introduire une dose de proportionnelle inférieure à 20 %
  - Proposition de généraliser à toutes les élections, le mode de scrutin proportionnel de l'élection municipale, qui attribue une prime majoritaire à la liste arrivée en tête.
- ✓ Proposition de création d'un vote blanc révocatoire : Si le vote blanc atteint la majorité, alors obligation de repasser au vote, en éliminant les candidats n'ayant pas atteint un % déterminé.
- ✓ Proposition de mettre en place un système d'élection majoritaire a plusieurs tours, qui permet de choisir le candidat le moins clivant

- ✓ Les systèmes d'élection, permettent le choix d'un homme et d'une politique.  
Si projet de bouleverser le mode d'élection, attention à ne pas revenir dans les défauts de l'instabilité de la IV -ème république et de conserver les atouts de fonctionnement de la V-ème république.
- ✓ Proposition de rendre le vote obligatoire
  - Attention toutefois que l'ensemble des citoyens puisse avoir accès au vote, même pour les personnes ayant des problèmes de mobilité réduite.
  - Proposition de dématérialiser le vote par un vote électronique (réduction des couts, facilité du vote, mais risque d'accroissement des fraudes)
- ✓ Proposition de revenir sur le calendrier des élections, en découplant les élections présidentielles, et législatives.  
Ce changement de date risque d'entraîner une dissolution de l'assemblée nationale  
Mais l'expérience des précédentes cohabitations n'est pas si mauvaise car cela permet d'éviter d'avoir « démocratie monocolor »  
Certains participants ne sont pas favorables à cette proposition car en instaurant ce partage du pouvoir, cela va retirer la majorité au Président qui ne pourra plus appliquer sa politique.
- ✓ Mener une réflexion sur la mise en place d'un système d'Initiative Populaire ou le citoyen peut proposer de nouvelles lois.
- ✓ Proposition d'interdire complètement les sondages durant les périodes d'élection, car cela influence les électeurs et le résultat final.  
Constat des dernières élections ou l'on pouvait retrouver à l'avance les résultats sur des sites étrangers

## ❖ Propositions diverses

- ✓ Perte de confiance en l'Europe :
  - Difficulté d'unifier l'ensemble des pays, en raison d'un nombre de pays trop important, et présentant de forte disparité sociale,
  - Organisme trop restrictif en termes de réglementation.
- ✓ Clarifier la prépondérance entre lois nationales et règles européennes.
- ✓ Création d'une chaine TV spécialisée dans la politique, afin de donner la parole à de nouveau acteurs, et ainsi mettre en avant de nouvelles idées ou de potentiels candidats aux élections
- ✓ Investissement des citoyens : Constat dans ces débats que les jeunes se mobilisent peu en politique
  - Nécessité d'une éducation à la citoyenneté dès le plus jeune âge
  - Encourager les jeunes à voter et participer au débat démocratique
  - Favoriser le vote des plus jeunes en diminuant l'âge légal (1 participant)

## • Propositions sur d'autres axes de réflexion

- ✓ Revenir à la répartition des revenus, d'avant 1983, entre le capital et le travail.  
Attention toutefois à ce que cela ne se répercute pas sur l'investissement, car il y aurait risque pour l'économie et les emplois.
- ✓ Aider les commerçants et artisans locaux, source de consommation locale et de lien social, afin de réduire la désertification et le développement de cités/quartiers dortoirs.



- ✓ Réglementation des zones commerciales et industrielles, en termes d'esthétisme et d'harmonisation, afin d'améliorer le cadre de vie des habitants.
- ✓ Réduire le cout des frais bancaires des comptes professionnels qui sont exorbitants.